



Paysans, afrocolombiens, déplacés

Leaders entre communautés rurales et urbaines au Chocó, Colombie

Claudia Howald¹

Le Chocó, dans le Pacifique colombien, est connu comme sauvage, primitive et associé à la biodiversité et aux questions ethniques. Depuis les années 1990, la région, dont la plupart des terres ont été reconnues légalement comme la propriété collective des populations indigènes et afrocolombiennes, a vécu une intensification drastique du conflit armé, causant le déplacement forcé et massif des habitants vers Quibdó, la capitale du département, et les principales villes colombiennes. L'article ébauche les ruptures et les continuités dans le domaine des processus associatifs au-delà du déplacement forcé, à travers les trajectoires de vie de trois leaders : Eusebio, Armando et Harold; paysans afrocolombiens, déplacés du Bajo Atrato à la ville de Quibdó dans le quartier Villa España construit comme « communauté » dans un contexte urbain. Ce texte porte donc sur l'émergence d'un processus associatif des *desplazados* dans Villa España et sa relation avec les mouvements sociaux paysans du Bajo Atrato et des revendications des droits ethniques afrocolombiens entre le milieu urbain et le milieu rural. L'article explore les continuités et les connexions existantes au-delà du conflit et du déplacement forcé. Le texte problématise les représentations autour des afrocolombiens et invite à approfondir ethnographiquement et historiquement l'usage des concepts tels que « communauté » ou « territoire », associés aux groupes ethniques.

Keywords: communauté, déplacement forcé, paysans, afrocolombiens, leadership.

¹ Anthropologue, chercheuse résidente à Quibdó, Chocó.

À la fin de 1997, Eusebio, un leader afrocolombien déplacé à Quibdó, capitale du département du Chocó dans le Pacifique colombien, depuis la région du Bas Atrato, participe à l'organisation de l'occupation du *Coliseo* de la ville, action qui marque le processus des déplacés et qui durera plusieurs années. L'occupation constitue un élément qui permet de construire et de penser une communauté de *desplazados* à Quibdó, en se basant sur une expérience partagée. Il s'agit d'une action contre l'indifférence des institutions, lesquelles, depuis l'approbation de la loi 387 de 1997 sur le déplacement forcé, ont l'obligation de répondre à la situation humanitaire des *desplazados* à Quibdó. L'occupation du stade marque un tournant dans le mouvement des déplacés à Quibdó, arrivés à la ville depuis les régions rurales du département à cause des affrontements entre les différents groupes armés qui y font présence avec plus et plus d'intensité à partir des années 1990.

Le quartier de Villa España naît, en tant que site de maisons provisoires, à partir des mobilisations et d'un processus associatif des déplacés forcés. Situé au nord de la ville, il constitue un des 30 quartiers de la *zona norte*, qui est toujours associée à des commentaires telles que : « marginalisée », « dangereuse », « infiltrée par la FARC », « là, où on n'y va pas après une certaine heure », etc. Au cours des années, grâce aux nombreux projets d'acteurs humanitaires, afin d'améliorer ses conditions, Villa España se transforme en un quartier de Quibdó, quartier où la plupart des 90 petites maisons sont construites en bois. Certaines maisons se trouvent dans un mauvais état : le bois est désormais pourri et plein de trous, les lames de zinc toutes percées. Toutes les maisons sont construites en fil, collées les unes aux autres et séparées par d'étroites ruelles. D'une part, ce schéma paraît très urbain et d'autre part, il évoque un campement. Les étroites rues, nommées selon les lieux d'origine de ses habitants (Riosucio, Bojayá, Urabá, etc.), rappellent un village rural du Chocó, pleines d'enfants qui courrent, quelques hommes jouant

aux *dominó*, des femmes occupées dans le ménage ou assises, bavardant avec leurs voisins et des animaux domestiques qui traînent.

Les pratiques des habitants et leurs leaders qui s'approprient et transforment ce lieu, prennent de l'importance dans le processus de configuration du quartier. Il s'agit d'un lieu célèbre en ce qui concerne le déplacement forcé à Quibdó, scène pour de nombreuses interventions humanitaires, et où ses habitants et leurs leaders parlent d'une « communauté ». Il est fréquent d'entendre les habitants de Villa España avec des expressions telles que « la communauté de *desplazados* », « être de la communauté », « la communauté de Villa España », « c'est pour la communauté ». Villa España peut se concevoir comme un cas de reterritorialisation urbaine, processus à penser en relation avec les origines rurales, des habitants : les personnes déplacées sont portées à reveiller les mémoires et les pratiques qui font référence aux expériences et aux connaissances construites en milieu rural d'origine, afin de les actualiser et les accommoder aux nouveaux contextes (García Sánchez, 2013).

Cet article porte donc sur l'émergence d'un processus associatif des *desplazados* à Quibdó et sa relation avec les premiers mouvements sociaux paysans au Chocó qui se transforment, progressivement, en revendications des droits ethniques afrocolombiens, entre le milieu urbain et le milieu rural et souligne quelles sont les continuités et les connexions qui existent, au-delà du conflit et du déplacement forcé. Ruptures, continuités et connexions acquièrent de la visibilité non seulement à travers les histoires de leaders déplacés à Quibdó, mais prennent aussi forme dans un lieu spécifique de Quibdó, Villa España, construite comme « communauté » dans un contexte urbain.

L'existence d'une série de processus associatifs au niveau départemental (Chocó) et régional (Pacifique colombien) ainsi que la progressive émergence des réseaux d'associations au niveau national et international (Escobar, 2008), facilitent la mobilisation collective des *desplazados* à Quibdó, comme le montrent les trajectoires de vie

de Eusebio, Armando et Harold, leaders reconnus au sein des organisations paysannes du Bas Atrato des années 1980 et 1990 et qui mobilisent les déplacés à Quibdó depuis leur arrivée en 1996. Le choix des trajectoires de vie traitées ne se base pas sur un critère de représentativité ; il ne constitue donc pas des typologies. Les parcours individuels choisis sont particulièrement significatifs quant à la continuité de leadership entre les processus associatifs dans les zones rurales et la mobilisation collective des *desplazados* à Quibdó. Enfin, mon but n'est pas de présenter des récits de vie complets, mais de mettre en évidence des aspects clés concernant le leadership que j'ai retrouvé dans ces parcours individuels.

Contexte

Dans la Constitution de 1991, la Colombie se reconnaît pour la première fois comme un pays multiethnique et multiculturel. Au cours des dernières années, l'ethnicité est particulièrement mise en avant. Les revendications politiques, sociales et territoriales des organisations civiles se basent de plus en plus sur des critères ethniques. Ce développement s'explique, entre autres par une progressive création, à partir des années 1990, d'instruments légaux nationaux et internationaux mis à la disposition des différents groupes ethniques. Particulièrement, avec les droits fonciers, la dimension ethnique devient cruciale : en Colombie une identité ethnique spécifique est presque la seule façon d'obtenir une attribution de titres des terres qui sont reconnues comme collectives. Dans le multiculturalisme colombien, « one has to positively identify as 'different', as ethnically distinct. This is a multiculturalism in which the 'multicultural' are those who are ethnically different from the national norm » (Wade 2009, p. 175).

Dans ce contexte, les questions ethniques semblent être étroitement liées à la territorialité. Comme le remarque Christian Gros, dans le cas des groupes ethniques, le territoire est « pensé et revendi-

qué comme inséparable de la culture et base de sa reproduction et il se présente comme l'espace où devrait pouvoir s'exercer une éventuelle autonomie » (Gros, 2004, p. 4). Dans le cas des populations afrocolombiennes, le lien ethnicité – territorialité se matérialise à travers la *Ley 70 de 1993*. Cette loi marque un tournant pour les citoyens se reconnaissant comme afrocolombiens : elle définit pour la première fois la population noire comme constituant un groupe ethnique. La loi 70 leur reconnaît des droits spécifiques. Elle stipule l'attribution de titres collectifs de propriété aux « communautés rurales noires » représentées par un *Consejo comunitario* (Conseil communautaire) et installées principalement dans la région du Pacifique colombien sur des terres *baldías*, c'est-à-dire de l'Etat. Les critères de la collectivité et de la territorialité sont donc centraux dans le texte juridique et influencent ainsi l'imaginaire des afrocolombiens. Agier et Hoffmann révèlent qu'en Colombie « il existe une association ancienne entre la population noire et la côte Pacifique », les deux étant restées aux marges de la société et de l'Etat colombiens (Agier et Hoffmann, 1999, p. 21).

Le Chocó, département situé dans la région du Pacifique colombien, ayant une majorité de population afrocolombienne, est une région historiquement considérée, dans l'imaginaire national, comme « primitive », « pauvre », « sauvage » et donc « dangereux » et « sous-développé » (Restrepo, 2013a, p. 174-178). Depuis les années 1990, dans cette nouvelle « conscience ethnique » ou « ethnoboom » (Arocha et Maya, 2008, p. 414), les caractéristiques ethniques du Chocó sont énumérées dans tous les ouvrages sur la région et sont évoquées dans toutes les revendications politiques, culturelles ou sociales dans le département. Au point que certains auteurs soutiennent que : « l'ethnique-culturel oriente les processus d'appropriation territoriale et constitue l'axe conducteur de toutes les analyses ou les projections réalisées pour la région » (Flórez Lopez et Millán Echevarría, 2007, p. 39, traduction de l'auteure). L' « ethnique » s'est donc établi comme une clé de lecture obligatoire du Chocó, alors

qu'auparavant les mouvements sociaux dans les régions rurales soulignaient une identité paysanne et non pas ethnique (Agudelo, 2004; Restrepo, 2011, 2013b).²

L'État colombien, dans la poursuite de ses objectifs de « développement » et « modernisation » pour le Pacifique, a formulé plusieurs « plans de développements régionaux » qui visent principalement à attirer les investisseurs et les entreprises internationaux (Flórez López et Millán Echeverría, 2007). Le département est dans une position géographiquement stratégique et possède des ressources naturelles très importantes du point de vue économique : bois, or et autres métaux, aussi, les terres pour l'installation des plantations agro-industrielles telles que des monocultures de palme africaine, etc. Les mouvements sociaux, les organisations paysannes, noires et indigènes de la région, par contre, ont formulé leurs propres « plans d'ethno développement » ou « plans de vie » et ont obtenu les titres collectifs de leurs terres, défendant ainsi leurs territoires.

La situation ébauchée explique la lutte pour le contrôle de la région entre les parties intéressées. À cause de son accès au Pacifique, à partir des années 1990, le Chocó devient également très important pour les groupes armés illégaux, non seulement pour son utilisation en tant que couloir pour le trafic d'armes et de drogues illicites, mais aussi en tant que zone de refuge en cas de repli (Rolland, 2007).

La région connaît l'émergence de la violence liée au conflit armé colombien à partir des années 1990,³ plus précisément en 1996,⁴

² Restrepo (2013a) analyse comment la clé de lecture ethnique du Pacifique colombien se combine avec la progressive association de la biodiversité comme caractéristique principale de la région. Dans ce tournant à la biodiversité, celle-ci constitue le seul principe d'intelligibilité du Pacifique.

³ Dès la moitié des années 1970 le Chocó était une zone d'arrière-garde et de repos pour les guérillas. Ces groupes commenceront leur travail politique dans la région seulement une décennie plus tard, néanmoins sans générer des confrontations armées.

⁴ L'événement le plus cité en relation au début de la violence est l'incursion paramilitaire à Riosucio, importante municipalité du Bas Atrato, en décembre 1996. Cette pénétration s'inscrit dans des dynamiques du conflit plus amples, com-

avec la pénétration paramilitaire. A partir de ce moment, le conflit se caractérise localement par une logique de contrôle du territoire et des ressources naturelles. Cette logique est sous-tendue par les multiples intérêts des groupes armés et elle est étroitement liée au phénomène du déplacement forcé qui commence avec la pénétration paramilitaire. L'intensification de la violence dans le département se caractérise par des affrontements ouverts entre les groupes armés, des assassinats sélectifs, des massacres, des disparitions forcées, des menaces à la population civile et des ordres de désoccupation de villages entiers. Cela cause les premiers déplacements forcés (massifs, pour la plupart) dans le Chocó ; les gens cherchent refuge dans les villages voisins et, entre autres, dans la capitale du département, la ville de Quibdó.⁵

Quibdó est ainsi caractérisé par la significative proportion de personnes déplacées qui y vivent. Selon le plan de développement municipal (2016-2019), en citant les chiffres de l'Unité pour l'Attention et Réparation Intégrale aux Victimes (*Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas*) de novembre de 2015, 70% de la population de la ville est victime du conflit armé, ce qui fait plus de quatre-vingt-sept milles personnes, dont 85% sont des déplacées forcées. L'État colombien n'ayant pas encore mis en place un appareil juridique à l'attention humanitaire aux déplacés internes⁶, ceux-ci se retrouvent avec la seule aide de la famille⁷, les amis et

mencées dans le nord du Urabá (1993), ensuite passées dans la région des plantations de bananes (1994-1995) et au sud du Urabá (1996), pour se terminer dans la région du fleuve Atrato (dès la fin de 1996). Le développement du conflit armé continue vers le sud du fleuve Atrato, jusqu'à s'étendre à l'ensemble du département. Aujourd'hui, il n'existe pratiquement aucun territoire dans la région qui ne soit pas occupé par les groupes armés.

⁵ Les dynamiques du déplacement forcé varient selon les régions du département et l'époque. Par exemple, entre 1996 et 2000 beaucoup des personnes déplacées du Bas Atrato sont parties vers Turbo, Mutatá, Pavarandó, Cartagena.

⁶ La loi 387 qui spécifie les droits des déplacés internes du pays et détermine la responsabilité de l'Etat colombien de les prendre en charge n'est créée qu'en 1997.

⁷ Dans le Pacifique colombien la famille, entendue comme élargie, constitue un élément clé pour entendre les dynamiques sociales quotidiennes, au point

l'Église. En ville, les personnes déplacées, poussées par leurs leaders, s'organisent, revendiquent leur droit à un minimum d'assistance humanitaire et se réunissent afin de rendre visible leur situation. Une longue histoire de mobilisation collective (la *lucha* ou la *resistencia*), entre occupations, marches et protestations, commence. Ce processus associatif des déplacés forcés s'intègre en 2011 au mouvement des victimes du Chocó, répondant à la *Ley 1448 de 2011, Ley de víctimas y restitución de tierras*. C'est à travers ce processus que naît Villa España, un quartier reconnu en tant que site et communauté des *desplazados* à Quibdó.

Loin de dichotomiser l'urbain et le rural au Chocó, je souligne l'existence d'une relation, voire d'une continuité entre l'urbain et le rural. Ces concepts requièrent d'être remis en question et repensés depuis le contexte local (Camacho et Restrepo, 1999). Beaucoup de familles vivant dans les villages au bord de l'Atrato ont historiquement gardé un point de référence en ville, à savoir Quibdó : des parents, une maison, une référence qui leur assurent l'accès à l'éducation des enfants ou qui leur facilitent les démarches commerciales, administratives, etc.

Il existe une longue tradition de ce qu'on a appelé relation campagne-ville ou campagne-agglomération et beaucoup de gens avant le déplacement cherchaient d'une manière ou d'une autre à avoir une petite maison à Quibdó pour pouvoir envoyer leurs enfants à étudier. C'est plus facile, c'est-à-dire avoir un point de référence à Quibdó pour les gens des fleuves c'est très important pour avoir une facilité de mouvement, pour se déplacer, etc.⁸

Les relations rural-urbain constituent une continuité dans l'histoire locale des populations au bord de l'Atrato, relations qui ont été touchées par le conflit armé, en amenant des ruptures, mais aussi des continuités.

qu'elle est incluse dans le texte de la loi 70 de 1993 pour définir la « communauté noire » (Rossbach de Olmos, 2004, p. 383).

⁸ Jesús Alfonso Flórez, Quibdó, entretien mai 2011.

Leaders entre le rural et l'urbain : trajectoires de vie

Eusebio a toujours aidé dans tous les lieux, Eusebio est un leader afrodescendant de toutes les batailles ici dans le département du Chocó, il est allé à Washington pour se faire décorer [...]. Il en sait beaucoup sur Villa España. Si quelqu'un conserve toute la mémoire des desplazados dans le Chocó, c'est bien Eusebio.⁹

Traiter du leadership implique de prendre en considération l'insertion dans un contexte et dans des processus historiques plus amples. Depuis les années 1980, un fort mouvement associatif émerge dans les régions rurales du Chocó : associations paysannes et indigènes s'opposent à l'adjudication de vastes surfaces de terres et à l'exploitation des ressources naturelles de la part des entreprises nationales et internationales. Elles se mobilisent pour la défense de leur « territoire », un concept qui prendra forme et s'imposera en tant que moteur des revendications ethniques dans les années 1990.¹⁰ Le contexte des réformes constitutionnelles et la formulation d'une nouvelle législation sur la titularisation des terres collectives au début des années 1990 sont des éléments ultérieurs à prendre en compte dans l'analyse de la formation d'un leadership au niveau local (Agier et Hoffmann, 1999; Pardo, 1998 ; Pardo et Alvarez, 2001 ; Wouters, 2001).

La mobilisation des *desplazados* dans le contexte de Quibdó est ainsi favorisée par l'existence préalable de processus associatifs ruraux régionaux et nationaux (Escobar, 2008). Un leader des déplacés à Quibdó avoue que les expériences et le savoir acquis grâce aux processus associatifs précédents ont apporté beaucoup pour les débuts de la mobilisation collective des *desplazados*:

Voyez, ces éléments, ces composantes des organisations, ce sens d'organiser, d'être organisés, c'est ce qui a permis qu'aujourd'hui, d'arrivés

⁹ Ex-bénévole de la Croix-Rouge colombienne, Quibdó, entretien mai 2011.

¹⁰ Le concept de territoire est central dans le discours des associations paysannes afrocolombiennes et indigènes du Pacifique colombien. Pour un historique du concept, voir Escobar (2008).

ici depuis différents lieux, nous ayons déjà acquis un peu le profil pour diriger ce processus qui pour nous était nouveau.¹¹

Un acteur social constant dans le mouvement associatif dans les zones rurales et dans la situation de déplacement forcé en ville est l'Église catholique. Le Diocèse de Quibdó accompagne ainsi les associations paysannes afrocolombiennes et indigènes à travers son équipe missionnaire, tandis qu'à Quibdó ses bureaux constituent le premier point de référence pour les *desplazados*. Le travail de « renforcement » des organisations paysannes mené par le Diocèse contribue à l'émergence d'un leadership paysan. Ces mêmes leaders, déplacés à Quibdó, constituent les bases d'« un nouveau leadership en condition de victimes » qui facilite un processus associatif de *desplazados*.¹² La description des trajectoires de vie de quelques leaders déplacés me permet donc de faire ressortir la relative continuité au sein du leadership ainsi que la centralité d'expériences préalables pour la mobilisation collective à Quibdó.

Eusebio : de leader paysan à leader déplacé afrocolombien

Je viens de la municipalité de Riosucio, Chocó. J'ai été déplacé par les acteurs armés : guérilla, paramilitaires, armée, en 1996.¹³

Ainsi se présente Eusebio au début du premier entretien, un des leaders déplacés le plus souvent mentionné par mes interlocuteurs, un homme pas très grand, mais qui m'inspire tout de suite beaucoup de respect. Ces phrases courtes sont suivies par un long récit très détaillé portant sur le processus associatif paysan dans les régions rurales du Chocó, auquel il a participé avant le déplacement forcé. Mon interlocuteur raconte que l'*Organización Campesina del Bajo Atrato OCABA*

¹¹ Eusebio, Quibdó, entretien avril 2011.

¹² Jesús Alfonso Flórez López, Quibdó, entretien mai 2011.

¹³ Eusebio, Quibdó, entretien avril 2011.

(Organisation paysanne du Bas Atrato), créée en 1982, émerge suite au projet de construction d'un canal interocéanique appelé « projet Atrato-Truandó ». Ne possédant pas les titres de propriété des terres, les habitants de cette région du Bas Atrato associent la mise en place du projet au risque d'être déplacés. Ils considèrent ainsi que « le peuple devait s'organiser » afin de s'opposer à la réalisation du canal :

A cette époque il n'y avait pas d'organisations, justement OCABA naît à la lumière de la défense de tous ces territoires, du territoire et de ses richesses.¹⁴

Le programme de lutte de l'organisation est en premier lieu la préservation de l'environnement et la défense des terres contre l'exploitation des ressources naturelles de la part d'entreprises transnationales, à savoir contre les « exploitations d'enclave ». En outre, Eusebio cite la sauvegarde culturelle face à la « culturalisation », définie comme la perte des pratiques traditionnelles de production agricole. Le récit de mon interlocuteur caractérise les activités de l'organisation paysanne comme une lutte difficile : « nous devions lutter contre vents et marées » puisque au niveau local s'affrontaient les intérêts divergents des entreprises, des groupes armés qui s'alimentent des *vacunas*¹⁵ payées par les entreprises, ainsi que du gouvernement national. Du point de vue des populations locales, les activités extractives (p. ex. le déboisement) impliquent une perte importante de biodiversité. Le discours sur la biodiversité est un élément central dans l'analyse des processus associatifs au Chocó. Pardo (1998) observe un phénomène de découverte de la biodiversité du Pacifique, au début promue par les scientifiques, mais ensuite réappropriée par les divers acteurs sociaux. Le discours sur la biodi-

¹⁴ Eusebio, Quibdó, entretien avril 2011.

¹⁵ *Vacuna*, littéralement « vaccination », est une espèce de taxe que les groupes armés (guérilla et paramilitaires) imposent aux entreprises qui s'installent dans les régions sous leur influence. Le non paiement des *vacunas* expose les entreprises à des représailles de la part du groupe armé en question, pour lequel cette somme constitue une importante source d'entrée.

versité est de plus en plus adopté par les organisations paysannes indigènes et afrocolombiennes, qui en font une arme contre les projets extractifs ou des infrastructures publiques (rues, centrales hydroélectriques, ports).

Il faut remarquer que le processus associatif dans la région du Bas Atrato remonte aux années 1970 avec la création des premières *juntas de acción comunal* (assemblées d'action communautaire), en réunissant les paysans avec le but d'améliorer leurs conditions de vie. Au début des années 1980, ces *juntas* se regroupaient dans des associations de *juntas de acción comunal* (Asocomunales) selon les régions. Néanmoins, au cours des premières années de 1980, les intérêts politiques électoraux avaient imprégné ces *juntas* et amenaient à l'émergence de l'OCABA en tant que nouvelle stratégie associative des paysans (Restrepo, 2011, p. 50-51). Dans les années 1980, dans les revendications politiques d'OCABA et d'autres organisations sociales du Chocó, le discours ethnique n'était pas présent, l'ethnicité ne signifiait pas encore « un outil de lutte et de revendication avec une importante centralité » (Wabgou, Arocha Rodríguez, Salgado Cassiani et Carabalí Ospina, 2012, p. 152, traduction de l'auteure). Egalement, le concept de territoire n'apparaît pas dans le discours de l'époque, mais il s'agissait plutôt de la défense des terres en tant que paysans. En fait, le « territoire » sera l'un des principaux éléments de l'ethnisation des « communautés noires » au cours des années 1990 (Restrepo, 2013b). La défense des terres s'articule de plus en plus dans un cadre ethnique, avec l'introduction d'une dimension relative à la culture spécifique des communautés afrocolombiennes. Les revendications des organisations paysannes ayant émergé au cours des années 1980 dans le Chocó réinterprètent de façon innovatrice les droits collectifs à partir du « territoire », de l'appartenance ethnique et de la préservation de l'environnement. D'ailleurs c'est principalement sur ces mots clés, territoire, culture et biodiversité, qu'une articulation d'associations émerge dans la région du Pacifique (Pardo, 1998; Restrepo, 2013b).

Les premières organisations paysannes donnent vie progressivement à un processus associatif plus ample dont résulte vers la moitié des années 1990 une multiplicité d'associations paysannes avec des revendications politiques basées sur une identité ethnique en tant que communautés noires, qui regroupent en règle générale les villages au long d'une même rivière. Si dans un premier temps, ce processus se développe au sein des villages, autour d'un leadership des adultes chefs de familles, ces derniers se qualifient de plus en plus grâce aux expériences vécues et aux formations données par les ONG et l'Église catholique. En effet, à partir de la moitié des années 1980, bailleurs de fonds et institutions du développement focalisent leur travail de plus en plus sur les « organisations endogènes » et sur la « société civile », ce qui résulte en un boom d'organisations paysannes (Jacob et Lavigne Delville, 1994, p. 11 ; Villa, 1998).

Le processus associatif issu de la région du Pacifique joue un rôle fondamental dans la réforme constitutionnelle de 1991 et la formulation de l'article transitoire 55, qui donnera lieu à la création de la loi 70 sur la titularisation des terres collectives des communautés noires. Eusebio, en tant que président d'OCABA participe à la construction de la loi 70. En effet, à travers le décret 1232 de 1992, une Commission Spéciale pour les communautés noires est créée, avec la responsabilité de travailler sur l'article transitoire 55 de la Constitution de 1991. Le décret établit également la création de commissions consultatives dans chaque département du Pacifique colombien, avec l'objet de faire des recommandations particulières à la Commission Spéciale pour l'accomplissement de ses fonctions en relation avec les spécificités des Communautés Noires dans chacun des départements mentionnés (*Decreto 1232 de 1992* cité dans CEPAC, 2003, traduction de l'auteure).

Avec 32 autres organisations sociales afrocolombiennes du Pacifique, Eusebio participe à la « consultative » ainsi qu'à des rencontres départementales. Le travail législatif engendre un ample réseau entre leaders, organisations afrocolombiennes de différentes

régions du pays et organisations nationales. En outre, l'expérience constitue un important apprentissage en termes de savoir-faire : elle a apporté un plus aux compétences organisationnelles, relationnelles ainsi que discursives des leaders (Bierschenk et al, 2000). La lutte pour la défense du territoire comporte également des risques pour les leaders paysans, liés en partie à la visibilité acquise par ces derniers dans l'arène politique nationale. Au début des années 1990, Eusebio reçoit des menaces de la part des guérillas :

Ils menaçaient qu'on devait suspendre nos travaux sur la loi 70, [...] alors on m'a menacé plusieurs fois. Pendant un certain temps, je suis resté ici à Quibdó. Ensuite, après avoir négocié un accord avec eux, j'ai pu retourner là-bas.¹⁶

Suite à l'approbation de la loi 70 en 1993, l'OCABA continue le travail de défense du territoire, désormais avec des outils juridiques. Un processus d'assignation de titres de propriété collectifs aux communautés noires, entre autres, aussi aux *consejos comunitarios* dans la région du Bas Atrato, impulsés par l'OCABA, démarre dans différentes régions rurales du Chocó. Néanmoins, la titularisation n'est pas en ligne avec les intérêts des groupes armés illégaux. En fait, à la fin de l'année 1996,

Cinq jours après avoir reçu le titre commença aussi le déplacement. Ils sont entrés, il y a eu l'incursion de la part des paramilitaires et de l'armée qui ont bombardé tous ces fleuves [...] dans la municipalité de Riosucio.¹⁷

Ces événements causent le déplacement massif des habitants de nombreux villages de la municipalité de Riosucio, principale ville dans la région du Bas Atrato. Eusebio se déplace avec sa famille à Quibdó pour y chercher refuge chez des parents. A Quibdó, avec d'autres leaders déplacés issus d'organisations paysannes, il participe à la mise en place d'un processus associatif des déplacés. Ces leaders paysans étant déjà un point de référence dans le contexte rural, le

¹⁶ Eusebio, Quibdó, entretien avril 2011.

¹⁷ Eusebio, Quibdó, entretien avril 2011.

deviennent également pour les personnes déplacées à Quibdó. Eusebio devient ainsi le représentant des déplacés provenant de Riosucio, réunis dans la « communauté» de Riosucio. Avec les autres leaders déplacés, il organise des rencontres, des visites aux différentes institutions, ainsi que les premières actions de protestation. À la fin de 1997, Eusebio participe ainsi à l'occupation du *Coliseo*, un moment significatif dans le processus associatif des *desplazados* à Quibdó, motivé par le manque d'assistance des institutions responsables de répondre à la situation humanitaire des déplacés forcés depuis l'approbation de la loi 387 de 1997 sur le déplacement forcé.

Au sein du stade, les *desplazados* s'organisent d'après les communes (« communautés ») d'origine. Encore une fois, le leader qui représente la « communauté» de Riosucio est Eusebio. Il fait donc partie de la *junta directiva* (cadres directeurs) de l'organisation des *desplazados* au sein du stade.

Les conditions de vie de la population dans le *Coliseo* ne s'améliorent pas malgré l'insistance des leaders face aux institutions responsables. Les déplacés continuent donc à entreprendre des actions de protestations pour revendiquer leurs droits ; en octobre de 1998 un groupe planifie l'occupation d'une zone résidentielle (*urbanización*) inachevée et abandonnée depuis plusieurs années en marge de la ville, La Cascorva. L'initiative parvient à attirer l'attention sur la question de la réinstallation et de l'absence de logements pour *desplazados* à Quibdó. A partir de là, apparaît Villa España, comme un projet d'abris provisoires qui progressivement se transforme en quartier urbain.

Si, suite à l'occupation des maisons de Cascorva, Eusebio est défini par les *desplazados* comme « leader des gens de La Cascorva », il fait partie également du processus associatif de Villa España. Il participe à la construction du site et possède même un *albergue temporal* (maison provisoire) qu'il n'a jamais habitée.

Même si, je n'y vivais pas, j'étais le vice-président de la *junta*, de l'*asentamiento* [établissement]. On formait des directions locales de quartier,

alors, comme celle qui était à Villa España il y en avait une autre à Cas-corva.¹⁸

Eusebio est donc un des leaders principaux dans les différentes phases du processus associatif des déplacés à Quibdó. Un extrait de son récit de vie montre bien son importance au sein du leadership local, régional et national :

Eusebio entre dans le processus d'organisations à partir de 1996. J'étais un des membres du comité de négociation. Ensuite, j'entre dans la coordination de la première organisation de *desplazados* qui était pour la réinstallation à Quibdó. J'entre aussi dans celle qu'on appelle ADACHO [*Asociación de Desplazados Afrodescendientes del Chocó*], qui servait pour donner plus de corps [à l'organisation] [...], parce que si nous étions en train de lutter dans le cadre des droits des populations déplacées, nous devions parler pour celles qui retournaient et celles qui se réinstallaient, n'est-ce pas ? Alors, c'est à partir de là qu'on a crée ADACHO pour que ça soit comme ça. Alors, au sein d'ADACHO, j'ai été à la présidence pour cinq ans. Ensuite, je suis sorti de là [...]. Alors c'est dans cet ordre que nous commençons à visibiliser le [problème], alors, c'était comme en 1999, qu'apparaît l'association d'afros déplacés qui est l'AFRODES [*Asociación Nacional de Afrocolombianos Desplazados*]. Mais AFRODES naît des mêmes personnes qui ont été déplacées jusqu'à Bogotá depuis le Chocó, certains depuis Tumaco, autres depuis Buenaventura, Cali.¹⁹ Dans sa majorité, AFRODES est formée de ces gens : ceux de Buenaventura et du Chocó. La majorité des cadres directeurs étaient du Chocó [...]. Alors, dans cet ordre, commence à prendre force l'articulation du travail avec AFRODES. Et depuis le Chocó, nous faisions aussi partie de la création de la *Coordinación Nacional de Desplazados*, la CND. Nous faisions aussi partie de la création de la CND, et moi, j'ai participé à la création d'AFRODES, j'étais dans l'assemblée constitutive, la première assemblée qu'ils ont fait. C'était à moi d'y aller pour représenter les organisations du Chocó. Et alors, peu à peu, naît un travail qu'on faisait avec AFRODES qui fut aussi cofondatrice de la CND [...]. Et alors moi, j'ai été dans tous ces espaces. (Eusebio, entretien avril 2011).²⁰

Si l'approche de travail de leadership des *desplazados* est en premier lieu humanitaire, ce récit montre une progressive réémergence d'une

¹⁸ Eusebio, Quibdó, entretien juin 2011.

¹⁹ Des villes de la région du Pacifique colombien, situées dans les départements de Nariño et Valle del Cauca.

²⁰ Eusebio, Quibdó, entretien avril 2011.

dimension ethnique au sein des organisations régionales et nationales des déplacés forcés.

Armando et Harold : de la rupture à la continuité

Armando et son fils Harold sont aussi souvent mentionnés par mes interlocuteurs comme des personnes de référence pour parler du processus associatif des déplacés, de l'expérience du *Coliseo* et de Villa España. Les deux sont originaires de la municipalité de Riosucio, région du Bas Atrato. Ils ont participé en qualité de leaders dans le processus associatif et ont vécu à Villa España. Depuis quelques années, Armando est retourné vivre à Riosucio, où il continue à s'engager dans les organisations paysannes. Bien qu'il ne soit plus présent physiquement à Villa España, les autres habitants du quartier le définissent encore comme étant leur leader.

Lors d'une mobilisation collective organisée à Quibdó par les différents groupes de la société civile (partis politiques, organisations de *desplazados*, associations d'étudiants, etc.) en occasion du 1^{er} mai 2011, je rencontre Armando en ville. Il fait partie d'une délégation de représentants d'organisations paysannes et civiles de Riosucio, venue à Quibdó pour négocier avec le gouvernement des solutions autour de la question du dragage du fleuve Atrato afin d'éviter les inondations chroniques des villages riverains. L'organisation d'un entretien est difficile : il passe des réunions consultatives avec le gouvernement aux tables rondes de travail avec les cadres dirigeants du département. Comme Eusebio, Armando n'est pas actif seulement au niveau local, au contraire, il est présent dans plusieurs espaces aussi au niveau national. Enfin, je le croise à Villa España, où il loge chez sa fille. Malgré la confiance instaurée avec Eusebio et les autres habitants du quartier, Armando refuse de m'accorder un entretien. Je n'ai pas interprété ce refus comme un échec puisque « les refus de donner des entretiens sont *toujours instructifs* » (Beaud et Weber, 2003, p. 193) : ils constituent aussi des données. Armando

explique qu'il est déçu « des chercheurs et scientifiques qui débarquent, prennent toutes les informations, les connaissances, et après ils partent, et rien »²¹. Son refus me révèle alors une fois de plus que le déplacement forcé est un objet d'étude à la mode en Colombie et que les *desplazados* ont déjà raconté d'innombrables fois leur histoire. Pourtant, la conversation informelle menée avec lui est enrichissante. Avant de se déplacer à Quibdó en 1996, Armando était le leader au sein d'un village dans la municipalité de Riosucio et aussi le président de l'association paysanne ACAMURI, *Asociación Campesina del Municipio de Riosucio* (Association paysanne de la municipalité de Riosucio). Cette dernière cessa presque d'exister lors des déplacements massifs des habitants de la région durant les années 1996 et 1997. En 2007, après avoir vécu à Villa España pendant quelques années, Armando retourne à Riosucio poussé principalement par l'absence d'emploi et l'impossibilité de se refaire une vie en ville. Cela signifie une rupture au sein de la famille, puisque ses filles et ses fils restent à Quibdó pour s'assurer l'accès à une meilleure éducation. Outre que travailler les terres dont il possède le titre de propriété, Armando est actuellement le représentant légal du conseil communautaire de son village ainsi que le président d'ACAMURI, qui est de nouveau actif depuis quelques années. Il garde des relations étroites avec les organisations de *desplazados* à Quibdó, et en particulier avec les habitants de Villa España. Armando avoue que ses visites au quartier sont fréquentes et qu'il continue à donner des conseils aux habitants. La conversation me révèle alors une continuité entre l'espace rural et l'espace urbain. Les leaders paysans sont très dynamiques : ils vont et viennent entre les communautés rurales et les espaces urbains aussi bien au niveau local, départemental, régional que national. Les liens entre les habitants des zones rurales et les *desplazados* à Quibdó sont très étroits et sont maintenus d'une part, à travers les relations de parentèle, d'autre part, grâce aux denses rela-

²¹ Notes de terrain, mai 2011.

tions interpersonnelles entre leaders (p. ex. entre Eusebio et Armando) et aux objectifs communs.

Dans le cas d'Armando et de son fils Harold, cette continuité devient encore plus évidente. Harold était aussi membre d'ACAMURI avant de se déplacer à Quibdó à cause du conflit armé, où il se forme en tant que leader des *desplazados*. Sur le terrain ethnographique, Harold était un leader reconnu parmi les habitants de Villa España et partait de temps en temps pour travailler quelques mois dans la récolte des légumes en Espagne. Cela contribue à augmenter son prestige en tant que leader du quartier. Bien qu'il ne soit plus membre de la *junta* de Villa España, Harold s'occupe généralement de la rédaction des lettres aux institutions ainsi que des visites institutionnelles internationales au quartier. En outre, Harold maintient des rapports avec ACAMURI :

Je maintiens encore la communication, parfois ils m'appellent, 'il faut faire un tour ici à la papeterie' et moi, j'y vais et je le fais pour eux. Et avant, quand tu m'as appelé, j'attendais une commission qui venait du Bas Atrato pour un enterrement.²²

Les trajectoires de vie d'Armando et Harold soulignent la forte connexion entre le milieu rural et le milieu urbain. Dans ce cas spécifique, elle se base principalement sur des liens familiaux, auxquels s'ajoutent et se combinent des relations en termes d'associations. En même temps, ces parcours individuels montrent que si le déplacement forcé signifie une rupture pour les processus associatifs dans les régions rurales, cette rupture n'est pas toujours totale. ACAMURI poursuit ses activités de défense du territoire au même titre qu'avant 1996 et son réseau social intègre désormais les leaders et les organisations de *desplazados* basés dans les espaces urbains.

²² Harold, Quibdó, entretien avril 2011.

Ruptures et continuités

Les parcours individuels, bien que dépourvus de représentativité par rapport au leadership des *desplazados*, font ressortir des éléments fondamentaux. La perspective historique intégrée à travers les trajectoires de vie me permet de situer les leaders et leur discours basés sur les idées de communauté, territoire et lutte, dans le contexte plus large d'un mouvement associatif paysan qui émerge à partir des années 1970 et 1980. Le processus associatif des *desplazados* à Quibdó se construit sur la base d'un leadership formé auparavant au sein des associations paysannes, de savoirs et de savoir-faire ainsi que de réseaux sociaux acquis par ces leaders paysans, et aussi sur la base de structures associatives établies. Les compétences acquises au sein des associations paysannes représentent un bagage fondamental pour l'émergence d'un processus associatif parmi les *desplazados*. En effet, les structures des organisations de *desplazados* à Quibdó (*junta*, comités, président, vice-président, secrétaire, etc.) reflètent les mêmes structures que les *juntas de acción comunal* et associations paysannes nées auparavant dans le milieu rural du Chocó. Cela témoigne d'une compétence de gestion organisationnelle acquise par les leaders des *desplazados* dans le contexte des associations paysannes. Le transfert de compétences, de savoirs et savoir-faire ainsi que de réseaux sociaux passe principalement à travers les figures clé des leaders.

La continuité au sein du leadership est un point central qui émerge grâce à la perspective historique adoptée. Dans ce sens, le déplacement forcé ne constitue pas une rupture totale. Le parcours individuel d'Armando montre que les contacts entre associations paysannes (régions rurales) et organisations de *desplazados* (milieu urbain) restent étroits et fréquents, en révélant une certaine continuité entre le rural et l'urbain, qui a toujours été caractéristique du département du Chocó, mais peu étudiée par les recherches anthropo-

logiques dans la région.²³ La connexion entre urbain et rural, entre organisations paysannes et de *desplazados* est sous-tendue par les réseaux sociaux des leaders, dans lesquels les étroites relations familiales occupent une position centrale.

Eusebio est un leader reconnu, et même célèbre dans son monde social. Son récit montre que la célébrité n'est pas nouvelle, mais qu'elle trouve ses racines dans le mouvement associatif des années 1980 et 1990. En fait, la position d'Eusebio se construit au sein de l'organisation paysanne OCABA, en représentation de laquelle il participe à des rencontres et assemblées au niveau régional et national. Néanmoins, si avant, sa célébrité se basait sur la mobilisation d'une identité d'abord paysanne et progressivement accompagnée d'une dimension ethnique en tant qu'afrocolombien, à travers des discours qui associent ethnicité, défense du territoire et maintien de la biodiversité, à présent, un autre répertoire identitaire se superpose. Suite aux déplacements forcés, le travail de visibilisation ou de visibilité des leaders se base sur la mobilisation d'un répertoire identitaire (Fresia 2009) issu du statut juridique de déplacé interne (et victime). Le discours des leaders est de plus en plus orienté vers une dimension humanitaire en mobilisant des représentations de soi en tant que victimes.

Outre les éléments de continuité, les trajectoires de vie des leaders laissent transparaître de multiples ruptures générées par le déplacement forcé. Dans les mois suivants les déplacements, ces ruptures sont très évidentes, tant au niveau individuel qu'au niveau associatif. Le déplacement forcé est perçu par les *desplazados* comme une forte rupture dans leur vie. Le déplacement forcé, depuis, les zones rurales du Chocó vers les villes colombiennes signifie également une rupture pour le mouvement associatif des paysans afrocolombiens. Le déplacement ou la disparition des principaux leaders

²³ A cet égard, l'étude de García Sánchez (2013) révèle les dynamiques autour du déracinement (*destierro*) et les processus de reterritorialisation au milieu urbain par des personnes déplacées.

paysans causent un fort impact sur les associations paysannes et leurs activités. Certains cas entraînent la presque cessation des activités ou la disparition pure et simple desdites activités. Cela constitue une importante perte de pouvoir et un frein significatif à leur travail politique dans un moment d'essor et de reconnaissance au sein des espaces politiques nationaux.

L'urgence domine les premiers mois dans la situation de déplacement : alimentation, logement et sécurité physique constituent les priorités, ne laissant pas d'espace pour une possible mobilisation collective. Les leaders déplacés sont portés dans un premier temps à adresser des questions humanitaires, au détriment de questions plus politiques. Au fil du temps, ils réorientent leurs discours en intégrant les questions humanitaires et les revendications politiques, comme le démontre le cas d'Eusebio qui participe actuellement à plusieurs espaces politiques au niveau national. Les leaders paysans déplacés ont été capables de maintenir voire reconstruire leurs réseaux sociaux en créant aujourd'hui une articulation entre les mobilisations collectives rurales et urbaines, qui est facilitée, entre autres, par la diffusion des téléphones portables et l'accès à Internet.

Villa España comme communauté en contexte urbain

La communauté déplacée dispersée dans la ville de Quibdó a réussi à se réunir, obtenant des bénéfices dans la formation d'un quartier nommé Villa España ; grâce à cela ils sont aujourd'hui reconnus par les institutions privées, étatiques et les organisations nationales et internationales (Mesa Mena, Marin et Caicedo, 2001, p. 84-85, traduction de l'auteure).

Les expressions « la communauté de *desplazados* », « être de la communauté », « la communauté de Villa España », « c'est pour la communauté » sont fréquentes chez les habitants de Villa España. Le contexte de déplacement forcé suscite un sentiment d'appartenance à une même communauté, processus qui a été constaté aussi au sein des camps de réfugiés (Malkki, 1996 ; Turner, 2002). Les *desplazados*

arrivés à Quibdó entre 1996 et 1997 s'identifient fortement à l'idée de la lutte. L'occupation du *Coliseo* représente, à ce sujet, un événement marquant. Il constitue le principal élément fondateur d'une communauté de *desplazados* à Quibdó, qui se base sur un même vécu, à savoir le déplacement forcé, ainsi que l'expérience des mobilisations collectives. En effet, certains évènements dramatiques, notamment les déplacements forcés, peuvent susciter un sentiment de groupe et augmenter les degrés de *groupness* (Brubaker, 2004, p. 14). En plus d'avoir vécu une même expérience, la construction d'une communauté de déplacés s'appuie sur la représentation d'une lutte commune pour atteindre des objectifs en commun. Au fil des années, Villa España devient en quelque sorte le symbole de cette communauté de *desplazados*. C'est à Villa España que l'idée de communauté est la plus ancrée dans l'imaginaire des *desplazados*, « parce qu'ils ont un titre de propriété collectif, ils ont une histoire commune et l'espace est occupé par les gens qui appartiennent à cette histoire »²⁴. La question foncière n'est pas à comprendre comme un titre collectif de communauté noire, comme prévu selon la loi 70. Villa España se construit sur une parcelle achetée au nom de la Croix-Rouge colombienne avec des fonds donnés par ses partenaires européens (Croix-Rouge espagnole²⁵ et ECHO²⁶). Le titre de propriété était à la Croix-Rouge, étant donné qu'il s'agissait d'une solution provisoire pour une population spécifique qui vivait dans le stade et le quartier occupé de Cascorva. Le projet prévoyait qu'une fois que le gouvernement aurait construit des logements définitifs pour les *desplazados*, d'autres personnes déplacées seraient entrées vivre provisoirement dans Villa España.

²⁴ Membre du Diocèse, Quibdó, entretien mai 2011.

²⁵ Selon les principes organisationnels de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Croix-Rouge colombienne constitue la *operating National Society* (ONS) (société nationale opérative) et la Croix-Rouge espagnole a le rôle de *participating National Society* (PNS) (société nationale participante) (IFRC 1997).

²⁶ *European Community Humanitarian Office* (ECHO) de l'Union Européenne, créée en 1992, est un des principaux bailleurs de fonds dans le domaine de l'aide humanitaire (ECHO 2011).

rement dans ces maisons, et ainsi de suite. Ainsi, contrairement aux quartiers voisins qui sont des *barrios de invasión* (quartiers d'invasion)²⁷, Villa España a été construite sur une parcelle achetée au nom de la Croix-Rouge colombienne. Quelques années plus tard, un processus de passage du titre foncier aura lieu. Selon la version institutionnelle de la Croix-Rouge, le titre général (ou global) fut divisé et chaque habitant reçut le titre de propriété de sa maison. Il devient évident que des transformations ont eu lieu, un passage d'un lieu provisoire à un quartier intégré à la ville de Quibdó, où les personnes sont les propriétaires des maisons qu'elles habitent. Par contre, les terrains d'usage collectif (maison communautaire, lavoir collectif, terrains à cultiver, etc.) seraient donc encore des propriétés de la Croix-Rouge. Pendant les dernières années, la discussion tourne autour du futur de ces espaces collectifs. Les leaders ont exploré la possibilité de revendiquer un titre collectif en se déclarant communauté noire et fondant un *consejo comunitario*. Certains habitants plaident pour la division des terres entre tous les membres. Actuellement l'option la plus viable est le passage du titre de propriété au nom de la *junta de acción comunal*, vu que récemment la *junta* du quartier a été reconnue sous cette figure.

Les leaders jouent un rôle important en tant que entrepreneurs identitaires (Saint-Lary, 2009) dans la construction de la *comunidad* de Villa España, laquelle s'appuie sur une histoire commune et qui est produite et reproduite à travers ses structures organisationnelles (*junta*, comités, associations de jeunes, etc.), ses normes (*manual de convivencia*) ainsi que par différents aspects légaux (titres de propriété, terrains de propriété collective, etc.). A titre d'exemple, le *manual de convivencia* stipule les « normes de vie en commun » avec l'objectif de « construire un projet de vie communautaire, qui nous permet de conserver le tissu social, de le maintenir et de l'étendre, en tant que les personnes qui ont souffert des expériences similaires d'ingrat

²⁷ Il s'agit de sites occupés de façon illégale et désorganisée d'un point de vue d'aménagement du territoire et de planification urbaine.

souvenir »²⁸. Comme le remarque Brubaker, les récits de nos interlocuteurs, en particulier ceux donnés par les entrepreneurs ethnopolitiques, ont un caractère performatif: « *By invoking groups, they seek to evoke them, summon them, call them into being* » (Brubaker, 2004, p. 10). Les entrepreneurs construisent une communauté à Villa España à travers un processus de réification, c'est-à-dire, ils traitent cette « communauté» comme allant de soi.

Néanmoins, la construction d'une communauté n'est pas qu'une initiative de quelques entrepreneurs identitaires parmi les habitants de Villa España, mais elle est produite et reproduite par les institutions humanitaires, les médias comme aussi par les chercheurs en sciences sociales. Elle se reproduit, par exemple, dans les films documentaires ou les articles que d'autres acteurs sociaux ont réalisé sur le quartier (Garbely, 2009; Mesa Mena, Marin et Caicedo, 2001; Mejía Botero, 2007). La connotation communautaire est particulièrement présente dans les discours ainsi que dans les projets pour les *desplazados*. Un jeune leader affirme qu'elle est le produit des interventions à Villa España des institutions humanitaires, qui « ont voulu qu'on travaille en communauté »²⁹.

Dans la réalité urbaine de Quibdó, les habitants de Villa España se réfèrent à eux-mêmes comme étant une communauté. Le terme *comunidad* est central dans leur discours, soit lors des réunions, soit au quotidien. La dimension émotive, liée aux sentiments d'appartenance des habitants, est clé pour comprendre la différence entre quartier et communauté :

Il y a une différence entre le quartier et la communauté. Le quartier, nous pouvons parler du physique, mais vivre en communauté c'est sentir les mêmes nécessités, n'est-ce pas ? [...] Une communauté est quelque chose de plus proche, plus de sentiments, plus de rencontres avec des nécessiteux et

²⁸ Notes de terrain, mai 2011.

²⁹ Jeune leader, Quibdó, entretien juin 2011.

des solutions plus communes, n'est-ce pas ? De communauté, de choses plus unies, oui ?³⁰

Dans le discours des habitants, le terme « communauté » a une connotation positive et s'oppose à l'« individualisme », ce dernier désignant une logique du « chacun pour soi ».

En ce qui concerne le contexte plus ample du Chocó, il faut souligner que la notion de communauté est courante dans les régions rurales pour désigner les villages paysans afrocolombiens ou indigènes. Dans le cas des populations afrocolombiennes et indigènes, l'usage du terme a été renforcé par les législations relatives aux titres de propriété collectifs. Dans le cas de la loi 70, la titularisation de territoires collectifs à des populations afrocolombiennes implique la formation d'un conseil communautaire au sein de la « communauté noire ». L'origine paysanne des habitants de Villa España ainsi que la participation des leaders déplacés dans les associations paysannes, et plus tard afrocolombiennes, depuis les années 1980, sont des facteurs à prendre en considération pour l'analyse des usages des termes *comunidad* et « communautaire ».

Ces représentations de solidarité communautaire sont nuancées par un membre du Diocèse de Quibdó qui connaît bien les dynamiques de travail dans les régions rurales du Chocó. Elle problématise la notion de communauté :

Oui, le communautaire existe, mais le communautaire possède différents niveaux. [...] de quelque façon, il s'agit d'un mythe [...]. On doit savoir dans quel moment régit le système individuel et dans quel moment régit le système d'ensemble, d'accord ? Il faut comprendre qu'on peut partager certaines choses. C'est pour cela que certaines choses marchent tandis que d'autres doivent être au niveau individuel ou au niveau familial. Il existe du communautaire, mais il existe plutôt la famille élargie, et ça fonctionne.³¹

Pour mieux expliquer les niveaux du communautaire, elle utilise l'exemple du travail agricole dans les régions rurales du Chocó. Tra-

³⁰ Jeune leader, Quibdó, entretien juin 2011.

³¹ Membre du Diocèse, Quibdó, entretien juin 2011.

ditionnellement, les paysans travaillent selon un système de « mains échangées » (*manos cambiadas*). Ce système permet à un paysan de solliciter pour un jour la main d'œuvre des autres paysans, et qu'il récompensera, à son tour, avec son propre travail. Dans ce système, la propriété des ressources (p. ex. le champ) n'est pas collective, mais reste individuelle ou familiale. En outre, même si le travail est communautaire, le propriétaire du champ dirige le travail. Le « communautaire » existe donc plutôt au niveau des travaux spécifiques.

La « communauté» est dans une certaine mesure un mythe³² qui est associé principalement au milieu rural du Chocó et qui est produit et reproduit par différents acteurs sociaux : associations paysannes, institutions étatiques (p. ex. à travers les législations), institutions humanitaires, médias, chercheurs en sciences sociales, etc. Dans ce sens, l'action collective est un construit social et non pas un phénomène naturel (Jacob et Lavigne Delville, 1994). La représentation du communautaire, associée aux paysans afrocolombiens du Chocó, devient caractéristique aussi des *desplazados*, en partie à cause des origines paysannes de ces derniers. À la construction de ce mythe participent largement les agences humanitaires et du développement. En effet, les agences humanitaires ont de plus en plus tendance à promouvoir le paradigme de la « participation » (Chauveau, 1994) et de l'approche « communautaire » afin de lutter contre un présumé « 'virus' de la dépendance » (Fresia, 2009, p. 51). Le discours des institutions humanitaires présente Villa España comme un modèle de « communauté» et de « participation », c'est-à-dire comme un projet cohérent avec les politiques des institutions humanitaires internationales qui placent l'approche participative comme une priorité dans leurs agendas (Fresia, 2009 ; Jacob et Lavigne Delville, 1994). Ceci se reflète dans les nombreux projets développés dans le quartier, dont la majorité visait à la création de micro-entreprises « communautaires », ainsi par exemple un laver

³² cf. aussi au « mythe du communautaire » signalé par Jacob et Lavigne Delville (1994, p. 13) dans le contexte africain.

lectif et un four communautaire. La construction de Villa España comme communauté légitime, l'approche « participative » et les projets « communautaires », qui à leur tour reproduisent ces représentations. De façon pareille au cas analysé par Mosse en Inde, Villa España est représentée comme « a shining jewel » (Mosse, 2005, p. 168) d'une approche participative aux *desplazados*.

Les leaders de Villa España se réapproprient stratégiquement du discours et des représentations du communautaire pour attirer les fonds et les projets des institutions humanitaires (Olivier de Sardan, 1995). Quant aux raisons pour lesquelles la plupart des projets mis en place à Villa España sont « communautaires » ou « collectifs », un leader répond :

Parce que c'était la seule alternative qu'on avait, que nous offraient les ONG de coopération, [...] aux conditions que ça soit communautaire. Si les gens s'organisent, si nous nous organisons en tant que communauté, du moment que nous montons le projet en tant que communauté organisée, ils nous l'approuvent.³³

Les leaders en tant qu'intermédiaires ont appris à connaître les logiques de travail des institutions humanitaires en matière d'interventions. Par conséquent, lors des visites de représentants institutionnels, ils essaient davantage de demander ou présenter des projets qui à leur avis répondent aux attentes de ceux-ci, à savoir des projets « communautaires » pour femmes, enfants ou personnes âgées. La représentation de Villa España en tant que *comunidad* a des effets concrets pour les habitants du quartier. La réappropriation du discours et du « mythe communautaire » a mené à la mise en place de nombreux projets « communautaires » au sein du quartier : maison communautaire, four communautaire, projet communautaire d'artisanat, lavoir collectif, etc. Sauf quelques exceptions, la plupart de ces projets ne sont actuellement pas utilisés de la façon « communautaire » prévue par ses créateurs (institutions humanitaires et

³³ Leader, Quibdó, entretien mai 2011.

bailleurs de fonds). Au contraire, les outils et structures de ces projets s'utilisent actuellement de façon individualisée, la plupart du temps, au niveau des familles. Par exemple les outils du four communautaire ont été réappropriés par une famille afin de démarrer une petite boulangerie familiale, ce qui réaffirme l'existence d'une logique d'abord autour de la famille.

Réflexions finales

Les trajectoires de vie des leaders mettent en avant différents éléments des dynamiques du leadership entre le rural et l'urbain à travers le déplacement forcé. La perspective historique révèle l'émergence d'un leadership au Chocó et la conformation d'associations paysannes au cours des années 1980 et 1990, comme une défense des territoires, considérés de l'État, contre l'exploitation des ressources naturelles de la part des entreprises privées. Ces associations ne s'(auto)nommaient pas encore comme ethnique ; l'histoire d'Eusebio montre la progressive lecture des associations et ses activités en clé ethnique, dont la Constitution Politique de 1991 et la loi 70 de 1993 fixent un point central avec la reconnaissance des « communautés noires » du Pacifique en qualité de groupe ethnique. Agudelo affirme qu'il s'agit d'organisations de paysans noirs qui revendiquaient la reconnaissance de la propriété du territoire qu'ils habitaient et à l'intérieur duquel ils développaient leurs activités productives. Celles-ci étaient aussi considérée et revendiquée comme écologiquement appropriées, en ligne avec leur tradition culturelle. De cette façon, dans leur discours, s'est produit un processus graduel d'articulation entre le droit foncier, l'autodéfinition comme groupe ethnique, les droits comme paysans et la préservation de la nature (Agudelo, 2004, p. 184-185).

Depuis la loi 70 les anciennes associations et organisations paysannes se transforment et se définissent elles-mêmes comme des organisations ethniques territoriales, mettant en avant l'élément

ethnique du travail intrinsèquement vinculé avec la notion du territoire. Presque simultanément la « défense du territoire ethnique » et ses ressources naturelles s'enrichissent par l'idée de la biodiversité, produisant et reproduisant des imaginaires environnementaux relatifs à l'ethnique (cf. Restrepo, 2013a).

Dans ce contexte, à partir de la moitié des années 1990, les régions rurales sont touchées par les dynamiques du conflit armé, en causant le déplacement forcé. Ceci constitue un mécanisme violent de contrôle des populations et des espaces, lequel coexiste presque paradoxalement avec la titularisation collective des territoires, transformant les formes associatives et les revendications des communautés du Pacifique colombien (García Sánchez, 2013, p. 80). D'ailleurs, la titularisation des territoires collectifs afrocolombiens assume une importance nouvelle dans le contexte du déplacement forcé, puisque elle s'oppose à la logique de contrôle des territoires et des ressources naturelles inhérente aux groupes armés légaux et illégaux (Wouters, 2001).

Le leadership se reconfigure en ville, comme le montrent les trajectoires de vie dans ce texte. Thématiquement, l'approche de travail est humanitaire, et, où se construit petit à petit un leadership des déplacés et des victimes, dans lequel l'ethnique et le territorial semblent initialement avoir disparu. Néanmoins, au cours des années, l'ethnique réémerge au sein des organisations des déplacés, impulsées par ses leaders, au niveau régional (par exemple à travers de ADACHO, *Asociación de Desplazados Afrodescendientes del Chocó*) et national (à travers principalement de AFRODES, *Asociación Nacional de Afrocolombianos Desplazados*), et une reterritorialisation a lieu dans le contexte urbain, d'abord dans le Coliseo, puis dans La Cascorva, mais surtout à Villa España, lieux des déplacés par excellence.

Le déplacement forcé débilite le leadership des associations paysannes, au point que celles-ci risquent la disparition. C'est le cas de ACAMURI, selon le récit d'Armando, qui disparaît définitivement, ainsi que le cas de OCABA, définie comme l'« une des organisations

afrocolombiennes les plus touchées par le conflit armé » dû aux déplacements et aux assassinats de ses principaux leaders (Wabgou, Arocha Rodríguez, Salgado Cassiani et Carabalí Ospina, 2012, p. 150-151, traduction de l'auteure). Actuellement, il est intéressant d'observer les interconnexions entre le rural et l'urbain au niveau des organisations, visibles depuis l'expérience d'Armando et son fils Harold, lesquelles invitent à analyser les dynamiques associatives et territoriales au-delà de la dichotomie campagne-ville.

Ces continuités et connexions au sein du déplacement forcé se matérialisent aussi dans l'espace urbain, où le quartier Villa España se construit socialement comme une communauté, traçant ainsi une permanence des communautés noires des régions rurales du Chocó. Le terme « communauté » associé à Villa España est clé : au-delà de la continuité avec les communautés d'origine des déplacés habitant le quartier, il symbolise une histoire de lutte et de résistance communes et il véhicule des sentiments d'appartenance.

En Colombie, « communauté » (ainsi que « territoire ») cachent des enjeux politiques considérables en tant que mots de lutte des mouvements sociaux noirs, indigènes et paysans. Ce sont des termes qui rejettent le modèle de société et de développement dominant. La communauté, connotée positivement, s'oppose à l'individualisme caractéristique de la société dénommée dominante et poussée par l'État. Depuis la législation colombienne, la notion de communauté a été utilisée par l'État pour désigner les formes d'organisations sociales différentes qui ont progressivement été associées aux minorités ethniques. Les groupes ethniques en Colombie sont donc identifiés comme communautés ethniques. Une notion qui est particulièrement appliquée dans le cas des afrocolombiens, qui au contraire des indigènes, ne sont pas reconnus comme peuple, mais comme *comunidades negras*. Le terme « communautés noires » cache ainsi des enjeux juridiques et politiques cruciaux, donnant aux afrocolombiens l'accès à certains droits (fonciers, culturels, etc.) tout en leur niant d'autres, tels que le droit à l'autonomie politique et le droit à

l'autonomie territoriale. Dans ce contexte fortement politisé, l'étude ethnographique des usages et significations du concept « communauté » est cruciale.

D'ailleurs, la représentation du concept communauté est produite et reproduite par les leaders, les chercheurs et les institutions humanitaires. La construction de Villa España en tant que communauté a des effets performatifs concrets, apportant ainsi une multitude d'interventions dans le quartier en matière de projets et d'initiatives « collectifs » ou « communautaires ».

Dans le cas de Villa España, les leaders mobilisent, entre autres, leur appartenance ethnique aux populations afrocolombiennes du Chocó. En effet, au sein des sphères gouvernementales, non gouvernementales et de la population plus large, circule une représentation qui conçoit des groupes spécifiques de la population colombienne (afrocolombiens, indigènes, paysans, femmes) comme extrêmement vulnérables, c'est-à-dire victimes du conflit armé. Cette construction de la vulnérabilité a des implications au niveau de la mise en place des politiques et des projets humanitaires (Eraso, 2009). L'assistance aux déplacés internes en Colombie prétend s'orienter vers une approche différenciée, suivant des critères ethniques, générationnels et de genre. À travers leur identification en tant qu'afrocolombiens les habitants de Villa España deviennent des *sujetos especiales de protección* (sujets de protection spéciale) dans le contexte du déplacement forcé. Ils acquièrent ainsi des instruments juridiques additionnels d'origine jurisprudentielle (l'ordre de la Cour Constitutionnelle *Auto 005 de 2009*) pour faire valoir leurs droits.

Au fil des récits des leaders et des discours au sein de Villa España, je remarque alors l'usage de multiples repères « identitaires » selon le contexte: paysans, afrocolombiens, déplacés, victimes.

Comme le remarque Fresia dans le cas des réfugiés mauritaniens au Sénégal, « loin d'être des personnes déracinées ou dépossédées, les réfugiés se présentent comme des feuillets d'êtres successifs disposant d'un ensemble très vaste de repères identitaires » (Fresia, 2009,

p. 295). Le contexte de déplacement forcé suscite des répertoires identitaires nouveaux et complexes, mobilisés et combinés de façon distincte et nouvelle selon les contextes, entre le rural et l'urbain.

Ce texte n'arrive qu'à ébaucher les continuités au-delà de la dichotomie urbain-rural au Chocó. Il invite, alors, à approfondir ces connexions ethnographiquement, afin de comprendre les dynamiques territoriales actuelles des populations afrocolombiennes au Chocó. En outre, l'article révèle des enjeux politiques associés à des concepts clés, tels que « territoire » ou « communauté », puisqu'ils représentent des mots de lutte pour les mouvements sociaux indigènes, afrocolombiens et paysans du Chocó. Ces concepts vont au-delà du contexte rural et portent désormais sur des questions identitaires, plus précisément ethniques.

Bibliographie

- Agier, M. & Hoffmann, O. (1999). Les terres des communautés noires dans le Pacifique colombien. Interprétations de la loi et stratégies d'acteurs. *Problèmes d'Amérique latine* 32: 17-42.
- Agudelo, C. E. (2004). La constitución de 1991 y la inclusión ambigua de las poblaciones negras. En J. Arocha (ed.), *Utopía para los excluidos. El multiculturalismo en África y América Latina*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, p. 179-203.
- Arocha, J. & Maya, A. (2008). Afro-Latin American peoples. En D. Poole (ed.), *A companion to Latin American Anthropology*. Malden, Oxford: Blackwell Publishing, p. 399-425.
- Baumann, G. (1996). Contesting culture: discourses of identity in multi-ethnic London. Cambridge: Cambridge University Press.
- Beaud, S. & Weber, F. (2003). Guide de l'enquête de terrain: produire et analyser des données ethnographiques. Paris: La Découverte.
- Bierschenk, T., Chauveau, J.-P. & Olivier de Sardan, J.-P. (2000). Les courtiers entre développement et Etat. En T. Bierschenk, J.-P. Chauveau & J.-P. Olivier de Sardan (eds.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*. Paris: Karthala, p. 5-43.
- Brubaker, R. (2004). *Ethnicity without groups*. Harvard: Harvard University Press.

- Camacho, J., Restrepo, E. (ed.) (1999). *De montes, ríos y ciudades : territorios e identidades de la gente negra en Colombia*. Bogotá : Fundación Natura, Ecofondo, ICANH.
- Centro de Pastoral Afrocolombiana (CEPAC) (2003). El proceso afrocolombiano en la coyuntura política a partir de 1990. En CEPAC, *Historia del pueblo afrocolombiano – perspectiva pastoral*. Popayán: CEPAC. (En ligne) <http://axe-cali.tripod.com/cepac/hispafrocol/6.htm#arriba> (17.04.2012).
- Chauveau, J.-P. (1994). Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et sociologie de la culture du développement. En J.-P. Jacob & P. Lavigne Delville (eds.), *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*. Paris: Karthala, p. 25-60.
- Eraso, C. (2009). Expériences et stratégies de vie des personnes déplacées en Colombie : approche critique d'une catégorie juridique nationale. Mémoire de licence en ethnologie, Université de Neuchâtel.
- Escobar, A. (2008). *Territories of difference. Place, movements, life, redes*. Durham, London: Duke University Press.
- Flórez López, J. A. & Millán Echeverría, D. C. (2007). *Derecho a la alimentación y al territorio en el Pacífico colombiano*. Tumaco: Diócesis de Tumaco, Quibdó: Diócesis de Quibdó (etc.).
- Fresia, M. (2009). Les Mauritaniens réfugiés au Sénégal. Anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire. Paris: L'Harmattan.
- García Sánchez, A. (2013). Territorios disputados: cartografías del destierro y la re-existencia afrocolombiana. *Revista de Estudios del Pacífico Colombiano* 2: 69-113.
- Gros, C. (2004). Demandes ethniques et politiques publiques en Amérique latine. *Papeles del CEIC* 11.
- Jacob, J.-P. & Lavigne Delville, P. (eds.) (1994). *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*. Paris: Karthala.
- Malkki, L. H. (1996). Speechless emissaries: refugees, humanitarianism, and dehistoricization. *Cultural Anthropology* 11(3): 377-404.
- Mesa Mena, I., Marin, L. J. & Caicedo, F. (2001). Sistematización de las experiencias en participación, organización y reubicación de los desplazados localizados en el coliseo cubierto y la urbanización Sarah Cascorba de la ciudad de Quibdó. Mémoire de licence en travail social, Universidad Tecnológica del Chocó 'Diego Luís Córdoba'.
- Mosse, D. (2005). *Cultivating development. An ethnography of aid policy and practice*. London et Ann Arbor: Pluto Press.

- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement*. Paris: Karthala.
- Pardo, M. (1998). Construcción reciente de elementos de liderazgo en el Pacífico colombiano. En M. L. Sotomayor (ed.), *Modernidad, identidad y desarrollo. Construcción de sociedad y re-creación cultural en contextos de modernización*. Bogotá: Instituto Colombiano de Antropología.
- Pardo, M. & Alvarez, M. (2001). Estado y movimiento negro en el Pacífico colombiano, En: M. Pardo (ed.), *Acción colectiva, Estado y etnicidad en el Pacífico colombiano*. Bogotá: Colciencias-ICANH, p. 229-258.
- Restrepo, E. (2011). Etnización y multiculturalismo en el bajo Atrato. *Revista Colombiana de Antropología* 47(2) : 37-68.
- Restrepo, E. (2013a). El giro a la biodiversidad en la imaginación del Pacífico colombiano. *Revista de Estudios del Pacífico colombiano* 1: 171-199.
- Restrepo, E. (2013b). Etnización de la negridad: La invención de las 'comunidades negras' como grupo étnico en Colombia. Popayán : Universidad del Cauca.
- Rolland, S. (2007). De l'individuel au collectif: Des stratégies de survie des déplacés colombiens aux regroupements communautaires. *REVUE Asylon(s)* 2. (En ligne) <http://www.reseau-terra.eu/article676.html> (12.02.2012).
- Saint-Lary, M. (2009). Introduction: des entrepreneurs entre rhétorique et action sur le monde. *Bulletin de l'APAD* 29-30: 9-17. (En ligne) <http://apad.revues.org/3984> (23.04.2012).
- Turner, S. (2002). Dans l'œil du cyclone. Les réfugiés, l'aide et la communauté internationale en Tanzanie. *Politique Africaine* 85: 29-44.
- Villa, W. (1998). Movimiento social de comunidades negras en el Pacífico colombiano. La construcción de una noción de territorio y región. En L. A. Maya Restrepo (ed.), *Geografía humana de Colombia: los afrocolombianos*. Bogotá: Instituto Colombiano de Cultura Hispánica.
- Wabgou, M., Arocha Rodríguez, J., Salgado Cassiani, A. J., Carabalí Ospina, J. A. (2012). Movimiento social afrocolombiano, negro, raizal y palenquero : el largo camino hacia la construcción de espacios comunes y alianzas estratégicas para la incidencia política en Colombia. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.

- Wade, P. (2009). Defining blackness in Colombia. *Journal de la Société des Américanistes* 95 (1): 165-184.
- Wouters, M. (2001). Ethnic rights under threat: the black peasant movement against armed groups' pressure in the Chocó, Colombia. *Bulletin of Latin American Research* 20 (4): 498-519.

Filmographie

- Garbely, F. (2009). Der Palmölkrieg / Die Hölle im Paradies – Kolumbien: Die blutige Spur der Ölpalme. Film documental. R-Film et M&B Prod, Suisse.
- Mejía Botero, J. (2007). Uprooted. Film documental. Human Pictures, 44 min., Colombia / USA. http://uprootedthemovie.org/Uprooted/Uprooted_the_movie.html